



## Déclaration liminaire CGT au CTL du 22 novembre 2022

Madame la Présidente,

Nous sommes réunis en Comité Technique Local (CTL) ce 22 novembre et nous avons l'impression que notre ministère surfe depuis peu sur la vague de la magie de Noël.

En effet, fin septembre dernier, lors d'une rencontre organisée avec le Directeur Général et les directeurs régionaux et départementaux des Finances Publiques, rencontre à laquelle vous avez donc dû assister, notre ministre, Monsieur Bruno Le Maire, a raconté un beau conte de Noël.

Lors de cette réunion donc, notre ministre raconte :

« D'abord un message qui est évidemment un message de remerciement. Le travail que vous avez accompli, et je vous demande vraiment de transmettre ce message aux plus de 100 000 agents de la Direction générale des Finances publiques, le travail que vous avez accompli pendant ces deux années de crise est tout simplement un travail exceptionnel. Et je pense que vous pouvez vous dire, le matin, en vous levant, en vous regardant dans la glace, que vous avez fait non seulement du bon travail, que vous avez non seulement sauvé l'économie française et que vous avez probablement évité à la France, à notre pays, une crise politique de bien plus grande envergure ».

*Ah ! Paroles, paroles !*

Les chiffres officiels des effectifs de la DGFIP font état de 97 583 fonctionnaires en 2020, mais depuis les suppressions d'emplois sont passés par là et nous ne sommes donc pas plus de 100 000.

Notre ministre poursuit ensuite son envolée lyrique :

« Je crois que tous les Français, sans exception, en particulier les entreprises qui ont été le plus touchées par la crise, ont eu conscience que l'État, qu'on critique, qu'on vilipende parfois, qu'on accuse de tous les maux, était au moins en matière de finances publiques un État efficace et que rien ne pouvait le remplacer et que rien ne pouvait vous remplacer ».

*Ah ! Paroles, paroles !*

C'est sans doute en reconnaissance de nos bons et loyaux services qu'en 2022, le Projet de Loi Finances, pourtant placé sous le signe d'une forte reprise économique, sacrifie une nouvelle fois les agents irremplaçables du Ministère de l'économie et des Finances avec 1489 nouvelles suppressions d'emplois.

Puis, transporté par ses propres paroles, notre ministre poursuit :

« Les évolutions qui vous attendent sont toutes des évolutions qui sont positives. Il y en a une qui moi me remplit de joie, parce que je pense que c'est vraiment une direction dans laquelle il faut aller, c'est la déconcentration des services. Là aussi, imaginez-vous non seulement la fierté qui doit être la vôtre, non seulement les remerciements dont vous faites l'objet partout dans le pays, mais imaginez-vous ce qu'est pour une commune que d'accueillir des services de la Direction Générale des Finances publiques ».

*Ah ! Paroles, paroles !*

Notre ministre oublie un peu vite, que dans le Bas-Rhin sans vouloir faire trop d'historique, en 2021 10 Trésoreries, 2 SIE, 1 PCE et 2 SIP ont été fermés et que dans le même temps les missions cadastrales ont été concentrées sur un site. Et la destruction n'est hélas pas finie.

Ah ! La déconcentration des services, Le Nouveau Réseau de Proximité qui regrouperait « magiquement » des structures de plein exercice et augmenterait les points de contacts. Hélas, comme nous le savons, ces points de contact ne sont pas des services de la DGFIP, ce sont des Établissements France Services qui ne sont là que pour apprendre aux contribuables comment se servir d'internet et disposant tout au plus d'une demi-journée par semaine de présence d'un agent de la DGFIP.

Et les agents, eux, se trouvent tous les jours en première ligne des contribuables de plus en plus mécontents des fermetures de services au public et des longues attentes devant les Centres des Finances Publiques lorsqu'ils sont ouverts, de la mise en place des numéros d'appels nationaux et de la désertification des campagnes avec la disparition des Trésoreries.

Ainsi, notre analyse CGT des indicateurs du Tableau de Bord de Veille Sociale (TBVS) local de l'année 2020, que nous évoquerons tout à l'heure en séance, diffère de la vôtre : contrairement à vous, nous pouvons identifier plus d'un service local qui connaît des difficultés grandissantes. Et la crise sanitaire n'explique pas à elle seule la dégradation de ces indicateurs, tels celui du taux de rotation des agents (qui dépasse un quart des effectifs dans 7 services) ou celui du nombre de demandes de mutation déposées non satisfaites.

**La CGT revendique des services publics de pleine compétence et de proximité, implantés sur l'ensemble du territoire national. Et non pas l'abandon, la privatisation et l'externalisation des missions publiques.**

Mais revenons à notre ministre qui, toujours dans une veine magique, conclut ainsi sa belle histoire devant son auditoire de Directeurs et de Directrices :

« Je crois que vous êtes une administration d'élite. Je sais que le terme est galvaudé, que d'ailleurs il est contesté par certains qui n'aiment pas qu'on emploie ce terme-là, moi je le revendique. Je pense qu'il est toujours bon dans une nation d'avoir des élites et d'avoir des administrations d'élite. La Direction Générale des Finances publiques est une administration d'élite. Vous avez les meilleurs qui feront le meilleur travail, avec une efficacité qui fait pâlir d'envie tous les autres pays étrangers ».

*Ah ! Paroles, paroles !*

C'est sans doute pour remercier les agents d'élite que nous sommes aussi bien payés !

À cause de l'augmentation du SMIC au 1er octobre dernier, le gouvernement a dû procéder en urgence à une revalorisation des plus basses rémunérations de la fonction Publique. Cependant cette revalorisation, tant du SMIC que des indices minimaux de la fonction publique, est notoirement insuffisante aux yeux de la CGT. Le dogme du gel de la valeur du point d'indice conduit à ce que le 1er octobre un agent de catégorie B ne sera plus recruté que 0,9 % au-dessus du salaire minimal et, pour la catégorie, A c'est 14,7 %. Nous rappelons qu'en 2000 les mêmes rapports se situaient respectivement à 14 % et 37 % !

Alors, la CGT et tous les agents vous remercie Monsieur le Ministre, et merci également à Monsieur le Directeur Général et à nos directeurs et directrices, de nous remercier de notre excellent travail en continuant la destruction des services publics et la casse du statut des fonctionnaires.